Département des Hauts-de-Seine — Elections législatives des 12 et 19 mars 1978

8ème circonscription des Hauts-de-Seine - Garches - Rueil-Malmaison - St-Cloud

MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE

J'ai choisi la gauche parce que la droite au pouvoir depuis vingt ans accumule les maladresses, les erreurs, les injustices. Elle a su gérer la prospérité en préservant les privilèges du grand capital. Elle est incapable de surmonter la crise sans sacrifier les travailleurs, salariés ou non salariés.

J'ai choisi le programme commun parce que malgré ses imperfections et les surenchères partisanes, il reste le seul effort cohérent pour briser la ronde infernale des contradictions de notre société traumatisée par une mutation trop rapide. Les querelles d'Etat-major ne comptent pas devant l'espoir.

J'ai choisi le MRG parce que c'est le seul parti viscéralement démocratique ce qui fait d'ailleurs sa faiblesse. C'est le parti des droits de l'homme et du citoyen. Héritiers de cent cinquante ans d'efforts pour le progrès social dans la démocratie, les radicaux de gauche ne sacrifieront jamais la moindre liberté à une quelconque idéologie.

LES PROBLEMES ECONOMIQUES

Une priorité absolue : le chômage. Désastreux sur le plan individuel et familial, il sclérose l'économie en déséquilibrant la consommation intérieure et coûte très cher à la collectivité. Trop de besoins restent insatisfaits dans le Monde, même en Europe, même en France pour que l'on ne développe pas la production, donc l'emploi.

L'inflation est le fait de l'Etat qui préfère la planche à billets pour financer ses prodigalités et ses gaspillages. La relance de la consommation n'est pas inflationniste si la production intérieure est accrue d'autant. Ce qui manque à la France c'est une véritable politique industrielle et énergétique et une fiscalité qui ose faire payer «le dessus du panier».

La nationalisation ne résoud rien. Elle s'impose lorsqu'il s'agit d'un service public ou d'un monopole. Elle est absurde et spoliatrice si l'on en fait une méthode de gouvernement. La démocratisation économique par la réforme de l'entreprise est autrement plus importante et plus personne n'en parle aujourd'hui.

La liberté d'entreprendre doit s'épanouir dans une économie de progrès. Son exercice, limité aujourd'hui par le pouvoir politique et le pouvoir financier confondus, doit être au contraire facilité et encouragé. Les travailleurs indépendants éléments moteurs de la créativité et de l'expansion des PME ne doivent plus être traqués honnis et voués à l'élimination progressive.

L'épargne et la liberté d'acquérir qui se concrétisent dans la propriété individuelle ne doivent plus être pénalisées et découragées par des spoliations accumulées - chaque citoyen a la droit de conserver, de préserver son bien en «bon père de famille» et de le transmettre à ses enfants. Il doit pouvoir en jouir paisiblement.

LES PROBLEMES SOCIAUX

Les jeunes ont des droits dans une société dont ils sont l'avenir. Droit au travail bien sûr et il faudra enfin résoudre la problème du premier emploi. Mais aussi droit à la différence, droit au respect des adultes. La jeunesse n'est qu'un passage, il est trop souvent traumatisant pour des adolescents qui se sentent «en marge» dans biens des domaines.

Les femmes ont acquis des droits, elles ne doivent pas en être victimes. En fait la femme supporte seule le poids de sa libération dans sa chair et dans son moral. La responsabilité de l'homme ne doit plus être éludée. Mariage ou pas, il ne faut pas que des enfants soient sacrifiés parce que la mère a été abandonnée.

Nos anciens ont-ils encore des droits ? Leurs ressources sont quelque peu améliorées pour les plus défavorisés, mais la chaleur humaine est absente dans un monde exclusivement tourné vers le profit qui oublie que sans les générations qui nous ont précédées le présent n'existerait pas. Retraite, troisième âge ne doivent plus se traiter en termes économiques.

L'écologie est un droit pour l'ensemble des citoyens. Dans ce domaine, les méfaits des technocrates seraient trop longs à énumérer : depuis la forêt qu'on détruit jusqu'aux risques mortels de la pollution. L'homme a droit à un environnement à sa mesure, à son goût où il ait plaisir à vivre. Il faudra y parvenir pour donner un sens à la qualité de la vie.

La vie associative doit se développer. Les associations ont un rôle déterminant à remplir dans l'évolution sociale. Si je suis élu, je me tiendrai en contact permanent avec elles, je constituerai des comités locaux pour rapprocher le système représentatif de la démocratie directe. Un député n'est pas propriétaire d'une charge, il n'est que le mandataire de ses électeurs.



Félix MOUTON, *Artisan - imprimeur*
Licencié en Droit, Licencié ès Lettres
58 ans - Marié - 3 enfants - 4 petits-enfants



Georges DIOQUE, *Ingénieur agricole*
Directeur adjoint au Centre Français du Commerce Extérieur
40 ans - Marié - 2 enfants

Je ne vous fais pas de promesses électorales

Je vous propose une société plus humaine, plus juste, plus vivable

POUR LE PROGRES SOCIAL DANS LA LIBERTE

Félix MOUTON

Candidat du Mouvement des Radicaux de Gauche

SUPPLÉANT

Georges DIOQUE

vu, le candidat



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES des 12 et 19 MARS 1978

8e Circonscription des Hauts-de-Seine

GARCHES · RUEIL-MALMAISON · SAINT-CLOUD

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

C'est en simple citoyen que je m'adresse à vous, en modeste artisan, en père de famille. J'espère que vous m'accorderez quelques instants d'attention, car il s'agit de l'avenir de notre pays, il s'agit du sort de chacun d'entre nous et au-delà, du devenir de nos enfants et de nos petits enfants.

Je ne suis pas un homme de parti. Je me suis longtemps refusé à tout engagement politique ; c'est seulement passée la cinquantaine que j'ai accepté de militer activement, d'abord sur le plan socio-professionnel, puis au niveau politique car c'est là, en fait, que sont prises les décisions dont les conséquences se répercutent dans les moindres détails de notre vie quotidienne.

Je ne crois pas aux idéologies qui prétendent transformer les sociétés ou les individus à leur guise. Je n'aime pas les technocrates, les parasites, les exploiteurs. Je n'aime pas non plus ceux qui nous prennent pour des imbéciles, pour des «veaux» ou pour des domestiques.

Je crois à la liberté. A la mienne et à celle des autres. Je la crois aussi nécessaire que la nourriture ou le sommeil. Elle ne doit être limitée que par la liberté des autres, jamais par l'arbitraire du pouvoir politique ou les intérêts du pouvoir financier.

Je crois à l'égalité des citoyens devant la loi. Je n'admets ni les privilèges, ni les moyens d'exception, ni la raison d'Etat. Il ne doit plus y avoir de pots de fer contre les pots de terre.

Je crois à la solidarité. On ne bâtit pas son bonheur sur le malheur des autres. Plus que coupable, l'indifférence égoïste est une erreur. La loi de la jungle est la négation de la société.

Je crois à la dignité de l'homme. Nul n'a le droit de mépriser quelqu'être humain que ce soit, de l'humilier, de la dégrader, de le détruire, dans son corps ou dans son esprit.

Je vous dis tout cela parce que pour moi c'est beaucoup plus important que la querelle du SMIC, la nationalisation de la sidérurgie ou le tracé d'un autoroute.

Les grands asservissements de l'An 2000 qui s'ammorcent sont autrement plus inquiétant que la crise du capitalisme et même que les menaces sur l'environnement.

Ces menaces sont réelles. Je n'accepte ni la pollution, ni le saccage de la nature, ni les abus de l'industrie nucléaire, mais je me refuse à vivre esclave dans un paradis écologique. Le choix que nous avons à faire le 12 mars est un choix politique.

Je ne me permettrai pas de vous indiquer le «bon choix». Pour un démocrate, le bon choix, c'est toujours celui du peuple, quel qu'il soit.

Mais je puis vous dire pourquoi j'ai choisi, la gauche et dans la gauche le courant radical. C'est ce que j'ai tenté de faire, au verso, avec quelques idées que je livre à votre réflexion.

Si, comme je l'espère, vous êtes nombreux à penser comme moi, vous devez le 12 mars voter M.R.G., voter Félix MOUTON, non pour alimenter les statistiques des partis ou plébisciter telle ou telle vedette de l'Etat-spectacle, mais pour donner à la France une nouvelle chance, celle du progrès social dans la liberté.

Félix MOUTON